

## Maastricheries (\*)

Christian Barsoc, *Rouge* n°1497, 28 mai 1992

Sept économistes distingués, parmi lesquels Solow et Malinvaud, viennent de publier un *Premier rapport* qui traite notamment de la politique française de « désinflation compétitive ». Certes, il ne fallait pas attendre de ces sommités académiques un langage trop vif, mais leur conclusion dit clairement que : « la réduction du chômage qu'il faut attendre de cette stratégie sera lente et que, s'il ne fallait compter que sur cela, les années quatre-vingt-dix seraient encore en France caractérisées par un taux de chômage élevé bien que décroissant ». Nos experts suggèrent que l'on profite de la réunification allemande pour rétablir « une meilleure parité des monnaies », bref pour dévaluer le Franc - et non le réévaluer, comme Béré rêve de le faire. Ils évoquent aussi la nécessité de réhabiliter une politique industrielle plus active. Ils pouvaient donc difficilement être plus critiques sans devenir discourtois ; et pourtant, qui a rendu compte de leur éminent point de vue ? Quels débats dans la presse, à la télé ? A peu près rien, alors que ce livre-événement aurait du faire un scoop. Mais quand de Closets écrit un livre, c'est autre chose...

Autre exemple, celui du débat autour de l'Europe. Il y a quelques années, le rapport Cecchini annonçait la création de millions d'emplois nouveaux grâce au marché unique. Cette étude est la honte de la profession : tous les économistes sérieux ricanent en privé de ce qui est l'une des plus étonnantes escroqueries de l'histoire intellectuelle des dix dernières années. Mais qui a levé le petit doigt pour faire une objection ? A peu près personne. La Commission Européenne finance tellement d'études...

Avec le débat autour de Maastricht, le problème est maintenant celui du contrôle officiel de l'information. Tous les économistes raisonnables ont aujourd'hui compris que les modalités de l'unification monétaire vont conduire à la montée du chômage en Europe. Les sept géants de la pensée économique le disent aussi dans leur livre : « imposer en outre des restrictions quantitatives explicites qui se traduiront, en pratique, par la disparition de la souveraineté nationale sur la politique budgétaire est une décision bien radicale (...) Un tel choix risque de faire naître de vives tensions, tant économiques que politiques ». Il y a des études de l'OFCE qui chiffrent ces effets et que Vernholes évoque au détour d'un article dans *Le Monde* du 16 mai dernier, expliquant que « l'Italie se retrouverait à la fin du siècle avec un niveau de production inférieur de plus de cinq points à ce qu'il est actuellement ». C'est un résultat énorme ! Alors, à quand un vrai débat sur la politique économique ?

-----

(\*) Merci à Jean-Pierre Chevènement pour ce calembour national et républicain, qui vient égayer une rubrique trop souvent austère.